

-----  
CABINET  
-----

Arrêté n° 16 517 /MEH/CAB. -  
accordant une autorisation d'exercice de l'activité de production  
autonome de l'eau à La Congolaise des Routes (LCR)

LE MINISTRE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 003/91 du 23 avril 1991 portant sur la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 13-2003 du 10 avril 2003 portant code de l'eau ;

Vu le décret n° 2008-85 du 16 avril fixant les modalités et les conditions d'exercice de  
l'activité de production autonome de l'eau ;

Vu le décret n° 2010-123 du 19 février 2010 relatif aux attributions du ministre de  
l'énergie et de l'hydraulique ;

Vu le décret n° 2021-300 du 12 mai 2021 portant nomination du Premier ministre, chef  
du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2022-1850 du 24 septembre 2022 portant nomination des membres du  
Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 18018/MEH-CAB du 19 décembre 2012 fixant les procédures et les  
conditions d'autorisation d'exercice de l'activité de production autonome de l'eau ;

Vu l'arrêté n° 5169 / MEH-CAB du 25 mars 2019 portant application de la redevance due  
par les producteurs autonomes de l'eau,

ARRETE :

Article premier : Il est accordé à La Congolaise des Routes, société anonyme,  
immatriculée sous le numéro RCCM CG-BZV 01 2019 B14 00003, NIU n°  
M21000000187768E, domiciliée n° 13 de la rue Malafou, arrondissement 2 Bacongo,  
Brazzaville, une autorisation d'exercice de l'activité de production autonome de l'eau.

Article 2 : La Congolaise des Routes est autorisée à capter et à prélever les eaux  
souterraines du domaine public hydraulique à partir des forages érigés au niveau des  
péages de Lifoula, Yié, Kiéni, Louadi, Moukondo et Mengo, sur la route nationale n° 1.

Article 3 : Les eaux prélevées par La Congolaise des Routes sont destinées  
exclusivement à des fins d'usages domestiques et miniers.

Conformément aux dispositions de l'article 96 de la loi n° 13-2003 portant code  
l'eau, il est strictement interdit à La Congolaise des Routes de distribuer de l'eau à des  
tiers par voie d'adduction (à partir de mini-réseaux) ou sous quelques formes que ce soit.

**Article 4 :** Le débit à prélever sur l'ouvrage est supérieur à 50 mètres cubes par trimestre.

Un compteur doit être installé à l'exhaure du forage aux fins de comptage et de contrôle des volumes d'eau prélevés.

**Article 5 :** L'environnement de l'ouvrage de production d'eau doit être tenu dans un état de parfaite salubrité dans le respect de la loi n° 003/91 du 23 avril 1991 susvisée.

**Article 6 :** La Congolaise des Routes est astreinte au paiement de la redevance de prélèvement des eaux, conformément à la réglementation en vigueur.

Le redevable doit s'acquitter du montant de la redevance dans les délais fixés par l'avis de paiement.

**Article 7 :** Tout retard constaté dans le paiement de la redevance entraîne, sans préjudice des autres sanctions prévues par la loi n° 13-2003 du 10 avril 2003 susvisée, une majoration de 10% du droit exigible.

En cas de défaut de paiement, le montant de la redevance due, est majorée de 100%.

**Article 8 :** La Congolaise des Routes est tenue de respecter l'ensemble des engagements contenus dans la présente autorisation ainsi que la réglementation relative au secteur de l'eau.

Sans préjudice des autres voies de droit et de recours, le non-respect de ces dispositions peut entraîner la suspension ou le retrait de l'autorisation, après mise en demeure préalable par l'organe de régulation du secteur de l'eau, dans le respect des dispositions de l'article 93 du code de l'eau.

**Article 9 :** La direction générale de l'organe de régulation du secteur de l'eau, la direction générale de l'hydraulique, la direction générale du fonds de développement du secteur de l'eau, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de veiller au respect des prescriptions de la présente autorisation et de la réglementation du secteur de l'eau.

**Article 10 :** L'autorisation est accordée pour une durée de cinq (5) ans renouvelable.

Elle est personnelle, incessible et non transférable.

**Article 11 :** Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.



Fait à Brazzaville le 1<sup>er</sup> décembre 2023



Emile OUOSSO.-